



REVUE DE PRESSE

Lundi 05 novembre 2018



La Grande Guerre, le Goncourt et Ascoval

■ Aujourd'hui

Macron en «itinérance». De Verdun à la Somme, Emmanuel Macron poursuit son périple, entamé hier à Strasbourg, sur les routes de l'est et du nord de la France pour célébrer le centenaire de la fin de la Grande Guerre. Le Président profitera de cette «itinérance» pour aller à la rencontre de ces territoires frappés par la désindustrialisation. La tournée se terminera dimanche prochain sous l'Arc de Triomphe où le chef de l'Etat ravivera la flamme du soldat inconnu en présence d'une centaine de dirigeants étrangers.

■ Demain

Un carnet de santé numérique? La ministre de la Santé, Agnès Buzyn, annonce la généralisation du dossier médical partagé (DMP), que tous ses prédécesseurs ont échoué à mettre en œuvre depuis quinze ans. Objectif: ouvrir 40 millions de ces DMP en cinq ans pour permettre à chacun d'accéder à ses données de santé.

Enfin la vente des Girondins. Sauf nouveau coup de théâtre, M6 signe enfin demain dans un cabinet d'avocats pari-



Après une pause à Honfleur, Emmanuel Macron entame une semaine de road trip sur les traces de la Grande Guerre. Photo AFP

siens la vente des Girondins au fonds d'investissements américain GACP, une transaction à 75 millions d'euros.

■ Mercredi

Qui pour le Goncourt? Chaque année, c'est la même chose: le Goncourt pousse les ventes comme aucun autre prix littéraire. Alors pour qui cette fois? Ça pourrait bien être David Diop avec «Frère d'âme», selon la majorité des

journalistes littéraires interrogés par *Livre Hebdo*. Trois autres auteurs sont en lice: Paul Gréveillac («*Maîtres et esclaves*»), Nicolas Mathieu («*Leurs enfants après eux*») et Thomas B. Reverdy («*L'hiver du mécontentement*»).

Sauvetage d'Ascoval. La chambre commerciale du tribunal de Strasbourg doit rendre sa décision sur la reprise de l'aciérie du Nord par le groupe Altifort. Un report est cependant envisagé après que le projet du franco-belge, seul candidat au rachat d'Ascoval, a été jugé «solide» et «crédible».

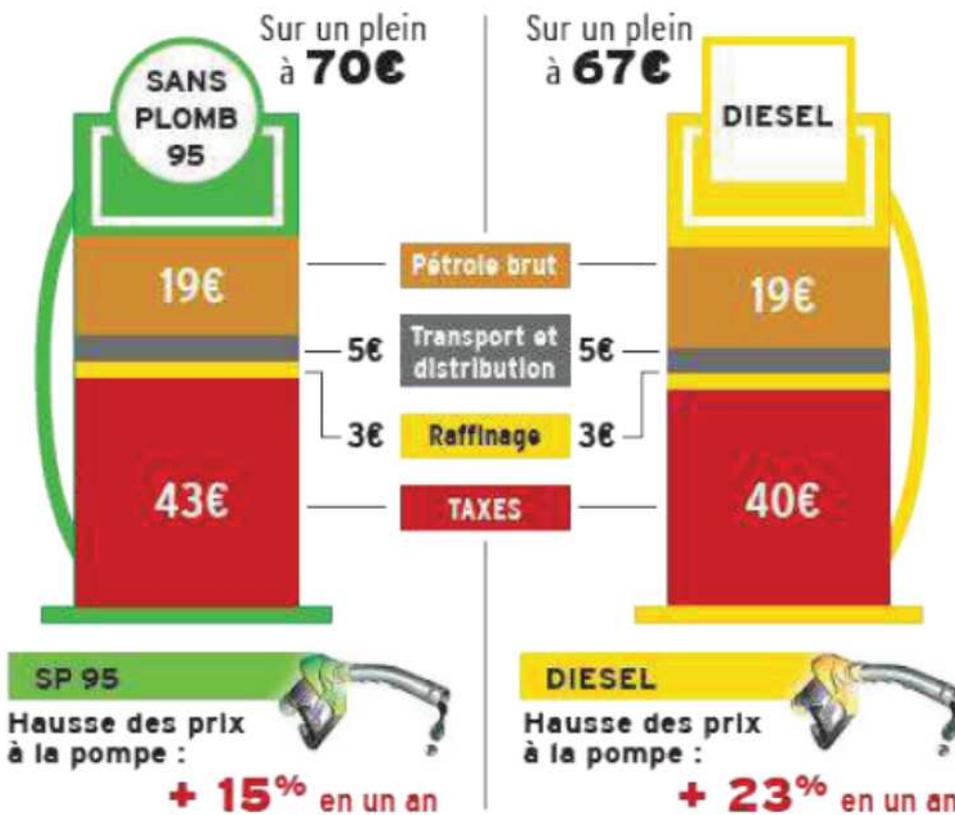
■ Jeudi

Retour sur la sex-tape de Valbuena. Plus de trois ans après le scandale, la justice se prononce sur la validité de l'enquête sur la sex-tape du footballeur Mathieu Valbuena dans laquelle son ancien coéquipier en équipe de France, Karim Benzema, est mis en cause.

■ Samedi

Le XV de France au révélateur. À moins d'un an de la Coupe du monde au Japon, le XV de France se teste face à l'Afrique du Sud.

Que payez-vous vraiment en faisant le plein de carburant ?



78% des Français soutiennent le mouvement de **blocage** des routes le **17 novembre** prochain.

Pour eux, celui-ci est justifié, selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour France Info et le Figaro publié jeudi 1^{er} novembre.

Ce mouvement de contestation est né ces dernières semaines à cause de la hausse notamment du prix du diesel qui alimente les deux tiers du parc automobile français.

Sources : francetvinfo.fr - AFP (Prix moyens constatés le 19/10/2018)

INFOGRAPHIE CL

D^r Jean-Christophe Pin

«Il y a un effort d'éducation à faire»

Le D^r Jean-Christophe Pin est chef du service de neurologie au centre hospitalier d'Angoulême. Si pour lui les infrastructures dédiées au traitement sont suffisantes en Charente, il insiste sur l'éducation de la famille.

Ce n'est pas simple de savoir si tel ou tel symptôme est un signe d'AVC? J.-C. Pin. Quand on revient en arrière, après coup, ça semble évident. Mais c'est vrai que sur le moment, ce n'est pas si clair. Retenons qu'en cas de troubles visuels, troubles de parole, faiblesses motrices ou manque de coordination, l'accident vasculaire cérébral (AVC) ou l'accident ischémique temporaire (AIT) est probable. Il faut appeler les secours, le 15. Il ne faut pas se dire que c'est la

fatigue et qu'on verra ça demain après une bonne nuit de sommeil.

Vous dites qu'il faut éduquer la famille, pourquoi est-ce important? Quelqu'un qui fait un AVC dans un magasin ou dans la rue aura plus de chances que s'il le fait à la maison. Parce que l'entourage, comme le patient, ont tendance à minimiser. Il vaut mieux appeler le 15 pour rien que ne pas l'appeler alors qu'il y a un vrai problème.

La Charente est-elle bien équipée pour faire face?

Nous avons la chance d'avoir, au centre hospitalier d'Angoulême, un IRM accessible 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. C'est l'examen le plus performant.

Nous avons aussi mis en place une téléconsultation avec les urgences de Cognac. Un neurologue d'Angoulême peut analyser les résultats du scanner ou de l'IRM et prescrire à distance la fibrinolyse, le produit qui permet de dissoudre le caillot. Nous étudions la possibilité de faire la même chose avec l'hôpital de Confolens. Enfin, on a mis en place une consultation post-AVC. Trois mois après la crise, un neurologue et une infirmière spécialement formée font le point sur les facteurs de risque et sur l'évolution du patient.

Justement, quels sont les facteurs de risque?

L'hypertension, le tabac, le diabète, le cholestérol, la sédentarité. Ce sont

Le D^r Jean-Christophe Pin est chef du service neurologie du centre hospitalier d'Angoulême.

Photo R. T.

les mêmes que pour l'infarctus. On voit depuis qu'on prend mieux en compte l'hypertension que l'AVC hémorragique régresse un peu. L'âge est aussi un facteur de risque, notamment l'arythmie cardiaque liée au vieillissement, qui peut favoriser la création de caillots de sang.

Propos recueillis par R. T.

■ 30 % des accidents vasculaires cérébraux tuent dans les six mois après la crise ■ Une prise en charge rapide permet de diminuer les séquelles ■ Deux forums sur le sujet vont avoir lieu à Soyaux et à Cognac.

600 AVC en Charente chaque année



Florent Augis est l'un des témoins du film réalisé par Alexandre Cuminge. Depuis le 3 janvier, il se bat pour retrouver une vie normale.

Photo Renaud Joubert

Richard TALLET
rtallet@charentelibre.fr

Cent vingt morts en Charente chaque année. Environ 400 accidents vasculaires cérébraux auxquels il faut ajouter les accidents ischémiques temporaires, quand une artère se bouche et se débouche presque aussitôt. Soit un total de 600. Première cause de handicap, deuxième cause de mortalité. Derrière ces chiffres froids se cachent surtout des parcours de vie brisés, des familles confrontées

au handicap et des malades qui, a posteriori, s'en veulent de ne pas avoir compris plus tôt.

Les 7 novembre et 5 décembre (voir encadré), la Mutualité française et le centre social de Soyaux organisent deux journées d'information sur l'AVC. À cette occasion, Alexandre Cuminge, employé du centre social, a réalisé un film de 12 minutes qui rappelle combien il est important de savoir détecter les signes. «Un AVC, on ne sait pas ce que c'est. Les symptômes, on ne les connaît pas. Si j'avais su, je serais venu beau-

coup plus tôt à l'hôpital», témoigne Florent Augis devant la caméra. À 47 ans, cet ouvrier de Leroy-Somer doit reconstruire sa vie. La crise aiguë a eu lieu le 3 janvier dernier. Mais, dans les mois précédents, les signes avant-coureurs se sont multipliés.

Un long chemin de rééducation

«Mon bras gauche déconnaît quelques mois avant», raconte-t-il pour faire prendre conscience aux autres. La fatigue! Le soir du nouvel an, «quand je parlais, les gens avaient l'impression que j'étais bourré alors que je n'avais rien bu». Ce 3 janvier, il va promener son chien. «En descendant, ça n'allait pas. En remontant non plus. Je n'arrivais plus à parler. J'ai décidé d'aller à l'hôpital. En arrivant au rond-point de Girac, je ne voyais pas bien ce qui arrivait sur ma gauche.»

Quand il arrive aux urgences, le diagnostic s'impose. Après son

hospitalisation, direction les Glamots à Roulet pour commencer la rééducation. «Et encore, j'ai eu de la chance de rester debout. Mais c'est sûr que si j'avais réagi plus tôt, j'aurais moins de séquelles.»

»

Les symptômes, on ne les connaît pas. Si j'avais su, je serais venu beaucoup plus tôt à l'hôpital.

Florent Augis a retrouvé la parole. «Mais il m'arrive encore de bégayer de temps en temps.» Il a repris son travail. «Mais il a fallu que mon employeur adapte mon poste.» Il a repris le foot aussi. «Mais quand je tombe, c'est gênant de voir tout le monde s'in-

Deux dates pour parler de l'AVC

La Mutualité française et le Centre culturel social et sportif de Soyaux organisent deux forums pour parler de l'AVC.

Le mercredi 7 novembre, de 13h30 à 17h30, le forum «Agir et réagir contre l'AVC» aura lieu à l'auditorium Soelys à Soyaux. Durant tout l'après-midi, l'espace infos proposera des ateliers, des bilans de forme, un dépistage du diabète, un test de tension artérielle... Autre temps fort, de 15h30 à 16h30, la projection du film «Je n'aurais jamais dû attendre» sera suivie d'un débat animé par le service neurologie du centre hospitalier d'Angoulême.

Le mercredi 5 décembre, de 14h à 17h30, le même programme est proposé au centre des congrès de La Salamandre à Cognac.

Renseignements au 06 76 52 72 81. L'entrée est libre et gratuite pour ces deux rendez-vous.

quiéter que ce soit plus qu'une simple chute.»

Il n'est pas encore remonté sur sa moto. «Ça me manque. Je pourrais, les médecins m'ont redonné mes permis, mais ça demande beaucoup de concentration. Et être concentré me fatigue beaucoup.» D'ailleurs, le jour où il se sentira prêt, il envisage de faire quelques séances de conduite sur un plateau sécurisé avant de reprendre le guidon sur la route. Le plus dur pour lui aujourd'hui, c'est de ne plus avoir les mêmes sensations au bout des doigts de la main gauche. Un détail qui change tout dans le contact qu'il peut avoir avec ses enfants, avec sa femme. «Ce n'est pas facile.» Il parle aussi du regard des proches. De ses collègues «qui [l']ont aidé à reprendre le travail», de sa famille qui le voyait diminué à l'hôpital et même encore aujourd'hui. Et puis il sent que son caractère a changé. «Je suis moins patient avec moi-même. Je veux aller plus vite que la musique.»

Le film disponible à la demande

«Je n'aurais jamais dû attendre...», le film réalisé par Alexandre Cuminge, sera diffusé pour la première fois mercredi 7 novembre. Il dure 12 minutes et donne la parole à trois victimes d'AVC et à un neurologue. Il a pour vocation de circuler et de créer

du débat partout où ce sera nécessaire. Il sera donc disponible en accès libre sur la chaîne Youtube du Fiep. Il existe même un teaser, disponible aussi sur la chaîne Youtube.

<https://www.youtube.com/watch?v=0BqjJ5sk>

Les motards dénoncent le « racket » de l'État

Près de 300 motards ont manifesté samedi. Pour dénoncer les radars, la vitesse à 80 km/h et demander «l'entretien des routes».

Frédéric BERG
f.berg@charentelibre.fr

Pour sonder l'ampleur de la grogne sociale, le pot d'échappement des motards est un excellent baromètre. Une colère froide, maîtrisée, qui délivre un message direct, sans détours. «*Non au racket*», ont ainsi pétaradé en chœur environ 300 motards réunis samedi à Angoulême et sa périphérie à l'appel de la Fédération des motards en colère (FFMC) 16. Les motos ont mené des opérations escargot, bloquant la rocade d'Angoulême puis la D1000 pour faire entendre leurs revendications.

«On réunit toutes les catégories sociales, plusieurs sensibilités. Bref on représente assez bien la société française. Aujourd'hui on partage une vraie exaspération, le



Les motards ont défilé samedi à Angoulême et sa périphérie.

Photo Christian Sardin

sentiment encore et toujours de se faire avoir, d'être des pigeons», souligne Didier Bourdeau, du bureau de la FFMC 16, en charge notamment des finances et de la communication.

«Une proposition de loi»

Aymeric Jobit, son président, embraye. «On veut défendre notre droit à rouler, notre mobilité, mis à mal par des récentes décisions: le 80 km/h, les radars embarqués pilotés par des sociétés privées qui font du chiffre, l'augmentation du carburant. On veut aussi que les motards soient pleinement intégrés en tant qu'usagers de la route», plaide le motard qui estime que l'abaissement de la vitesse à 80 km/h sur les routes départementales a surtout profité aux finances de l'État: «Il n'y a pas moins d'accidents. Notre fédération a récemment soumis une proposition de loi aux parlementaires pour que l'intégralité de la manne financière des contrôles automatisés, soit 1 milliard en 2017, serve à l'entretien des routes. En tant qu'usagers on veut un droit de regard sur l'utilisation de cet argent.»

Concernant l'appel national à manifester contre les prix du carburant le 17 novembre, la FFMC16

ne s'implique pas directement, appelant les motards à «prendre leurs responsabilités» (*Lire encadré*). Didier Bourdeau explique: «Nous ne voulons pas défiler sous des drapeaux ou des couleurs. Chacun fait comme il veut, les prix des carburants ne sont pas notre seul combat.»

La FFMC 16 ne limite pas ses actions aux coups de gueule. Ses membres s'investissent aussi dans la prévention comme ce sera bien-

tôt le cas au collège de Château-neuf pour sensibiliser les plus jeunes aux dangers de la route et aux règles de bonne conduite. Durant l'hiver, ils vont inviter des élus à devenir «motards d'un jour» pour «saisir les enjeux urgents notamment en matière de sécurité».

Signe que la colère des motards s'amplifie: le nombre d'adhérents à l'association charentaise est passé d'une petite quarantaine début 2018 à près de 90 aujourd'hui.

Le 17, plusieurs blocages en vue

Dans le rang des motards, la participation à la manifestation du 17 novembre a fait quelques étincelles, notamment sur les réseaux sociaux après que la Fédération des motards en colère (FFMC) 16 a décidé d'une ligne neutre, n'appelant pas à manifester mais laissant les motards libres de «prendre leurs responsabilités».

«Je trouve ça dommage et en même temps je comprends. Quand on voit que Dupont-Aignan et Le Pen récupèrent la manif du 17, je me dis que c'est mieux que la Fédé ne s'en mêle pas mais je me dis aussi que c'est un élan citoyen et qu'il faut y participer», estime David Vignaud, un des 300 motards présents

samedi, «pas encore» adhérent de la FFMC 16.

Du côté des relais charentais de la manifestation du 17 novembre contre la hausse du prix des carburants, les choses s'organisent. «Près de 900 personnes sont inscrites via Facebook: des motards, des agriculteurs, des routiers, des taxis ambulances...», énumère Sandrine Gaume, un des relais du mouvement. Elle va envoyer la lettre à la préfecture pour signaler le parcours: «On se donne rendez-vous à Géant à Champniers avant d'aller bloquer le rond-point de Leroy Merlin sur la D1000 puis celui de Girac. La manifestation se terminera vers 17h.»

Châteaubernard: une mobilisation à plein régime pour les deux frères SDF



Grâce à la générosité des Cognaçais, Fred et Laurent ont désormais de quoi survivre. Mais ils cherchent toujours un logement.

Photo Archive CL

Dans son édition du 24 octobre, *Charente Libre* relatait l'histoire de Fred et Laurent, deux frères âgés de 50 et 53 ans, qui vivent à la rue, à Châteaubernard. Début octobre, ils ont investi un abribus près du rond-point d'Euromaster. Leur situation n'a pas manqué d'émouvoir. Jeudi, Isabelle Bovy, une citoyenne cognaçaise, a lancé un appel à la solidarité sur sa page Facebook. Appel qui a été relayé plus de 450 fois. «J'ai été contactée par une soixantaine de personnes, toutes disposées à aider ces deux frangins (dons de vêtements, de nourriture, de bons d'achats, de matelas, tapis de sol, lampes, vaisselle, croquettes pour les chiens, etc.) Plusieurs propositions ont été faites pour les héberger, nous attendons la confirmation. Je pense, sous toutes réserves, que cela aboutira après ce long week-end», glissait-elle samedi après une rencontre avec un élu de Châteaubernard et un agent de la police municipale, qui

cherchent aussi à trouver des solutions pour les deux hommes et leurs chiens.

«Aujourd'hui, en tant que simple citoyen, la seule et unique chose que nous pouvons faire, est de les soutenir. La meilleure solution pour eux serait de pouvoir leur trouver un camion qu'ils pourraient aménager (l'un d'eux a le permis de conduire) ou un vieux camping-car [...] Tant que la situation reste en l'état, il serait souhaitable de continuer une maraude en début de soirée afin de leur apporter un repas chaud et un peu de réconfort humain. Mais il est important que nous nous synchronisons, car ils n'ont pas de réfrigérateur», ajoute la Cognaçaise qui tient à jour «un planning de distribution» pour s'assurer que Fred et Laurent aient bien un repas chaud par soir. «Pour le reste, faute de place (l'abribus est déjà bien encombré), l'élan de générosité fait qu'ils ont reçu l'essentiel pour survivre correctement.»

La boulette

À Cognac, la musique n'est pas toujours bonne, bonne, bonne



Le programmeur de la musique proposée dans la rue piétonne à buggé. Et la musique s'est emballée. Archives CL

Un mot d'excuse sur Facebook. L'association des commerçants de Cognac ne pouvait pas faire moins. Avec la volonté de redynamiser le centre-ville, l'équipe a décidé de remettre en route de manière plus systématique la sonorisation dans la rue d'Angoulême, l'artère piétonne. Sauf que, ces derniers jours, le programmeur a «buggé»... et la musique, elle, s'est emballée.

Elle ne s'est pas arrêtée dans la nuit de mercredi à jeudi, est restée branchée toute la journée du 1er novembre, pourtant fériée et peu animée dans le centre-ville, et n'a pas non plus cessé dans la nuit de jeudi à vendredi. De quoi faire péter les plombs aux riverains, notamment aux parents d'enfants en bas âge, ainsi qu'aux clients de L'Héritage, hôtel à l'ambiance habituellement feutrée. L'épisode a pris fin vendredi. Après quelques plaintes auprès de la police municipale, l'association des commerçants indique, ce samedi, qu'elle veillera «à ce qu'une telle chose ne se reproduise pas». Le programmeur, installé dans le couvent des Récollets, a rejoint la boutique de Christophe Mazoué, l'un des co-présidents, qui doit vérifier son bon fonctionnement. Et qui a aussi changé de station... Finie l'électro dance de Mixx FM. Place au son pop rock de RTL2.

■ Antoine Vernouillet s'envole à Saint-Petersbourg où il cuisinera au principal salon culinaire de la ville ■ Le fruit du hasard: tout a débuté autour d'un plat, à Saint-Jacques.

Le chef de Poulpette part à la conquête des steppes

Marc BALTZER
m.baltzer@charentelibre.fr

On les savait originaux, décalés, un peu piquants sur les bords de leur carte, qui fait parler d'elle chez les amateurs de beaux petits plats depuis deux ans à Cognac. En 2015, le cuisinier Antoine Vernouillet, 32 ans, et son associée Amandine Bernanos, qui allait sur ses 36, ouvraient discrètement Poulpette à Saint-Jacques. Des ingrédients frais, des assaisonnements soignés et des compositions pas vues ailleurs, pour un prix gastro mais pas trop (compter 70 euros à deux avec un verre de vin). Deux ans plus tard, les voilà ambassadeurs de la cuisine française en Russie, en Ukraine, et bientôt ailleurs dans l'ex-empire soviétique.

Il va appuyer sur le champignon

Ce lundi, ils s'envolent vers Saint-Petersbourg, où Antoine donnera une master class sur la manière de préparer les champignons, avec son confrère Ruslan Tangirov. «Un ami, maintenant», précise le chef, encore un peu étonné de sa percée dans les steppes russes. Au printemps déjà, Tangirov, gros nom de la restauration à Saint-Petersbourg, l'avait invité à cuisiner dans son restaurant. En septembre, rebelote puisque les deux compères avaient donné une conférence à Kiev, en Ukraine. Les revoilà aux fourneaux ensemble, devant un public exotique pour le jeune chef français.



Antoine Vernouillet (à gauche) et son ami russe Ruslan Tangirov participent au festival Me Gusto, jeudi à Saint-Petersbourg.

Photo archives CL et repro CL

ner dans son restaurant. En septembre, rebelote puisque les deux compères avaient donné une conférence à Kiev, en Ukraine. Les revoilà aux fourneaux ensemble, devant un public exotique pour le jeune chef français.

«Au départ, on a juste sympathisé, Ruslan et moi», rapporte Antoine en se souvenant du passage du Russe à Poulpette, en janvier 2018 comme simple client. On est différents: je suis tout petit, il est la caricature du Slave costaud. Mais on a vite accroché sur la cuisine, d'autant que j'ai pas mal travaillé les produits scandinaves à Bruxelles et que c'est l'une de ses spécialités. On est devenu un vrai binôme.»

Dans le couple, c'est Ruslan qui repère les événements, s'occupe de l'intendance, tandis qu'Antoine apporte sa créativité et sa touche française, qu'on s'arrache toujours autant à l'Est de l'Oural. «Ça marche bien, c'est vrai et surtout on s'amuse bien», reprend Monsieur Poulpette, tout en reconnaissant «un côté parfois un peu rock'n'roll» dans l'organisation de tels événements, même majeurs. Pour l'instant, il ne sait pas exactement ce qui l'at-

”

Au départ, on a juste sympathisé, Ruslan et moi (...) on est devenu un vrai binôme.

tendu au festival Me Gusto, «le principal événement culinaire de la ville» selon l'office de tourisme de Saint-Petersbourg. Au minimum, ce sera une belle expérience, des prises de contact, et la poursuite d'un sympathique dialogue culinaire franco-russe. Car bientôt, ce sera au tour de Ruslan Tangirov de venir cuisiner à Cognac (lire ci-contre).

Le restaurant est fermé toute la semaine et rouvrira dimanche.

Le chiffre

2 Ella, Manon, Charlotte, Jaiyls et Anne-Laure, les cinq jeunes danseuses d'Art et Danse qui participaient, ce samedi, au concours européen de la Confédération nationale luxembourgeoise de danse, ont terminé deuxièmes. Elles ont obtenu la médaille d'argent dans la catégorie préprofessionnelle.

En vue Le pavillon SelgasCano déménage

Après 18 mois d'activité, le pavillon SelgasCano, installé dans la cour de la maison Martell à Cognac, déménage. Inauguré en juin 2017, il va être démantelé pour être reconstruit dans un autre pays, comme l'a indiqué la Fondation sur son compte Instagram. Tout au long de son installation, le pavillon, qui accueillait le public pour la dernière fois hier, a mis en avant de nombreux invités, parmi lesquels l'Atelier W110 de Chasseneuil, les vanniers de l'Oseraie de l'Île, la céramiste Manon Clouzeau ou les artisans verriers Andrighetto & Miot. Ce dimanche, la Fondation Martell a aussi fermé ses portes pour la période hivernale. Les espaces restent accessibles aux groupes sur réservation et rouvriront ponctuellement: du 15 au 18 novembre et du 20 au 30 décembre. Avec quelques surprises dans les mois à venir. Réouverture complète le 1^{er} avril.



Le pavillon avait été inauguré en juin 2017. Photo archives R. J.

Un étonnant dîner estonien

À la fin du mois, Poulpette ouvre ses fourneaux à deux amis du chef. Le russe Ruslan Tangirov (lire ci-dessus) (repro CL) et le cuisinier estonien Dimitri Haljukov, qu'Antoine Vernouillet a appris à connaître en septembre à Kiev. Le 29 au soir, un dîner sera consacré aux produits estoniens. Le 30, ce sera au tour du terroir local. Les deux soirées sont déjà presque complètes, mais il reste quelques sièges à réserver. À partir de dimanche prochain par téléphone au 05 45 82 22 08.



Un joli succès pour la Castelbike



600 VTT et 250 marcheurs ont pris le départ, hier matin.

Photo Pierre Nau

Difficile de trouver une place sur le parking des Vauzelles hier matin. La Castelbike a attiré la foule. 600 VTT et 250 marcheurs ont pris le départ entre 8h et 9h45, pour parcourir les différents itinéraires balisés par les bénévoles du «Team Les vélos verre», qui assuraient aussi les inscriptions, le ravitaillement en milieu de parcours, la soupe et le verre de l'amitié à l'arrivée. Hommes et femmes, jeunes et moins jeunes, individuels et groupes, toutes et tous se sont retrouvés sur la pelouse des Vauzelles à l'issue de l'un des six trajets proposés.

Particulièrement bien servis par le temps clément de ce début no-

vembre, les cyclistes ont apprécié «un parcours accessible à tous», et les marcheurs ont pu «découvrir les nouveaux quais de Cognac ainsi que l'île de la Reine» au milieu de la Charente.

Seule ombre au tableau, des petits malins ont cru intelligent de modifier la signalisation des parcours, obligeant les bénévoles à rétablir le sens des flèches jusque tard dans la nuit précédente. Albéric Boucherit, président du team VTT, qui a regretté ces actes, a souligné que «cela n'a pas empêché le bon déroulement de la journée» et a donné rendez-vous pour la prochaine édition de la Castelbike.



Le brunch, à la folie

Troisième brunch et troisième carton plein, hier, à l'hôtel Chais Monnet de Cognac. Plus une seule table disponible entre 11 heures et 16 heures. Entre les plateaux de fromage et de charcuterie, les desserts raffinés, les viennoiseries et les plats salés, des clients tout sourire (Photo J. P.). «*On ne pensait pas que la formule prendrait aussi vite*», se réjouit Gaëtan Penec, le directeur marketing de l'établissement. Au cœur de l'hôtel, la brasserie la Distillerie fait le plein chaque midi en semaine. En revanche, pour s'attabler aux Foudres, le restaurant gastronomique, il va encore falloir un peu de patience. L'ouverture est repoussée à décembre.

Les Écuries de Boussac jouent l'ouverture

Le centre équestre a accueilli les Cavaliers du temps, hier après-midi, pour un spectacle mêlant arts du cirque et équitation.



Les Cavaliers du temps ont transporté le public sur leur «le aux chevaux».

Photo J. P.

Julie PASQUIER
j.pasquier@charentelibre.fr

De la voltige, des acrobaties équestres, du jonglage, du dressage... Les Cavaliers du temps ont fait rêver petits et grands, hier après-midi, lors du spectacle qu'ils ont donné dans le manège des Écuries de Boussac. Quelque 150 personnes, parmi lesquelles de nombreuses familles, avaient fait le déplacement pour cet événement organisé... à la va-vite. «La compagnie nous a contactés la semaine dernière. On a saisi l'opportunité», indique Laurent Charvin, le président de l'association qui gère le centre équestre. Cela rentre parfaitement dans notre politique de diversification.» Objectif de l'équipe qui a repris en main l'association en janvier dernier: attirer un nouveau public aux Écuries de Boussac

”
Il y a toujours un passif à épurer d'une centaine de milliers d'euros mais aujourd'hui, on gagne plus que ce qu'on dépense.

sac en proposant de nouvelles activités. «On a fait une bonne rentrée. On est autour de 140 adhérents. C'est plus qu'en fin d'année dernière», observe encore Laurent Charvin, par ailleurs patron de Lisypack, qui assure qu'une nouvelle dynamique s'est mise en place avec l'arrivée de Mary-Line

Gravat, nommée directrice. «On retrouve des finances plus saines. Il y a toujours un passif à épurer d'une centaine de milliers d'euros mais aujourd'hui, on gagne plus que ce qu'on dépense.»

Autres avancées positives: l'association, qui a de nouveau le soutien des collectivités locales, a aussi renoué des liens avec les instances équestres. «Et les concurrents commencent à nous mordre un peu. C'est la preuve qu'on compte», sourit Laurent Charvin. Qui conclut: «Notre vocation, maintenant, c'est de jouer l'ouverture. En proposant des spectacles comme celui-ci, en faisant de la formation, en se tournant vers les enfants.» Le centre vient de signer un contrat avec l'hôpital de jour infanto-juvénile de Cognac. Dans ce cadre-là, il va accueillir des enfants, chaque jeudi, pour des séances d'équithérapie.



La Nouvelle-Calédonie a choisi hier de rester dans le giron français lors d'un référendum d'autodétermination historique. Forts de leur score (43,6 %), les partisans d'une rupture avec la métropole ont aussitôt réaffirmé leur volonté d'aller jusqu'au bout de l'accord de Nouméa. Photos AFP

«Pas d'autre chemin que celui du dialogue»

Emmanuel Macron a exprimé hier dans une allocution télévisée son «immense fierté que nous ayons passé ensemble cette étape historique» après que la Nouvelle-Calédonie a choisi par référendum de rester dans le giron français, en estimant qu'il n'y avait «pas d'autre chemin que celui du dialogue». «Les électeurs ont pu choisir souverainement en connaissance de cause la relation entre la Nouvelle-Calédonie et la France. Ils se sont exprimés majoritairement pour que la Nouvelle-Calédonie reste française», s'est réjoui Emmanuel Macron, qui y a vu «une marque de confiance dans la République française, dans son avenir, et dans ces valeurs: cette fierté, chacun peut la ressentir et la partager». «Le seul vaincu est la tentation du mépris de la division, de la violence, de la peur», a encore considéré

La Nouvelle-Calédonie fait le choix de la France

La Nouvelle-Calédonie a choisi hier de rester dans le giron français lors d'un référendum d'autodétermination historique, consacrant selon le Président Macron une «marque de confiance dans la République» (lire encadré), malgré une importante percée des indépendantistes. Selon les résultats définitifs sur les 284 bureaux de l'archipel français, colonisé en 1853 et disposant d'importantes réserves de nickel, le non à l'indépendance l'a emporté avec 56,4 % des voix contre 43,6 % pour le oui. La participation a été massive, avec 80,63 % de votants.

Réconciliation

Quelques incidents ont été signalés en fin de soirée, mais le scrutin s'est dans l'ensemble déroulé dans le calme. Le Premier ministre Édouard Philippe est attendu sur place dès aujourd'hui, en provenance du Vietnam, pour «rencontrer l'ensemble des forces politiques» et «discuter» de l'avenir de

■ Les Néo-Calédoniens ont dit «non» à l'indépendance hier à 56,9% malgré une importante percée des indépendantistes ■ Avec 80,63%, la participation a été historique.

ce territoire stratégique. Le résultat du référendum a incontestablement conforté les indépendantistes, alors que les sondages ta-

»
On va préparer la mariée pour qu'elle soit encore plus belle en 2020.

blaient tous sur une large victoire du non, dans une fourchette de 63 à 75 %. Forts de leur score, les

partisans d'une rupture avec la métropole ont aussitôt réaffirmé leur volonté d'aller jusqu'au bout de l'accord de Nouméa (1998) et de demander l'organisation de deux autres référendums dans les quatre ans à venir, comme prévu par l'accord. Pour Louis Mapou, chef du groupe UNI-FLNKS au Congrès, «les indépendantistes sont encore plus motivés qu'avant pour demander le deuxième et troisième référendum. Dès demain, on va préparer la mariée pour qu'elle soit encore plus belle en 2020», a-t-il dit. «On est à deux doigts de la victoire, et il nous reste deux consultations à venir», a aussi souli-

gné Aloïso Sako, président du rassemblement démocratique océanien (FLNKS). De fait, l'ambiance était plus festive dimanche soir chez les perdants que les vainqueurs (lire encadré).

Le référendum d'hier était destiné à poursuivre le travail de réconciliation, entamé avec les accords de Matignon de 1988, entre les Kanak, peuple autochtone du territoire, et les Caldoches, population d'origine européenne. Ces accords avaient été signés après les violences des années 1980, qui avaient culminé avec la prise d'otages et l'assaut de la grotte d'Ouvéa en mai 1988 (25 morts). «Le résultat est plus équilibré que prévu. D'aucuns disent l'Histoire a été claire aujourd'hui et que c'est terminé. Mais non, il faudra une analyse méticuleuse», a dit Louis Le Penec, ministre des Dom-Tom de 1988 à 1993.

La soirée a cependant été émaillée d'une série d'incidents, dont le plus significatif a été l'incendie d'une ancienne animalerie en plein centre-ville.

le chef de l'État. «Le seul vainqueur, c'est le processus en faveur de la paix qui porte la Nouvelle-Calédonie depuis 30 ans, l'esprit de dialogue que plus rien n'entamera».

■ Le Premier ministre Édouard Philippe est arrivé tôt ce matin en Nouvelle-Calédonie, où il vient rencontrer les forces politiques, au lendemain d'un référendum d'autodétermination qui a vu la victoire du maintien dans la France, malgré une forte percée des indépendantistes. Édouard Philippe, qui arrive du Vietnam, doit rencontrer à tour de rôle chaque force politique présente au Congrès de Nouvelle-Calédonie. Le chef du gouvernement, dont c'est la deuxième visite sur le Caillou, doit s'exprimer en fin de journée devant la presse. Auparavant il se rendra dans le nord, pour rencontrer deux figures des indépendantistes: Paul Néaoutyine président de la province nord de la Nouvelle-Calédonie et Daniel Goa, président de l'Union calédonienne.

«Ce sont ceux qui ont perdu qui font la fête»

Pas de défilé bleu-blanc-rouge hier soir à Nouméa: les partisans d'un maintien de la Nouvelle-Calédonie dans le giron français ont fêté dans une grande discrétion la victoire du non, moins large que prévu, au référendum sur l'indépendance. Une heure après la proclamation des résultats définitifs - 56,4 % de voix pour le non et 43,6 % pour le oui -, vers minuit en heure locale, les rues de Nouméa étaient désertes. Dans les QG des différents partis politiques,

l'ambiance était paradoxalement plus festive chez les perdants. Il faut dire que tous les sondages précédant le scrutin avaient prédit une large victoire du non dans une fourchette comprise entre 63 et 75 % des voix. Au siège de l'Union Calédonienne, un des deux poids lourds du FLNKS, des militants ont exprimé leur joie en dansant et en agitant des drapeaux kanak, aux cris de «Kanak». Ils ont ensuite défilé en cortège d'une vingtaine de voi-

tures, à grand renfort de klaxons dans Nouméa. «On réalise un score supérieur à celui qu'on pensait, le peuple kanak a bien été au rendez-vous, on progresse partout, dans toutes les communes», s'est félicité Louis Mapou, chef du groupe Uni-FLNKS au Congrès. Dans l'autre camp, la discrétion était de mise. «Ce sont ceux qui ont perdu qui font la fête», ironisait Philippe Gomès, leader du principal parti non indépendantiste, Calédonie ensemble.



Les Indépendantistes ont fêté leur percée aux cris de «Kanak». Photo AFP

LR propose un «chèque carburant» de 100 euros

Les députés LR Guillaume Peltier et Damien Abad ont proposé hier un «chèque carburant» de 100 euros par mois distribué à «13 millions de Français de province» qui n'ont «pas accès aux transports en commun», mesure pour compenser la «hausse excessive des taxes» sur le diesel. «Ce chèque carburant de 100 euros s'adresse, non pas à tous les Français, mais à 13 millions de Français qui vivent dans la France des provinces et qui n'ont pas la chance de disposer d'un réseau de transports en commun», a déclaré Guillaume Peltier dans l'émission politique Le Grand Rendez-Vous d'Europe 1, CNews et Les Échos. Le député de Loir-et-Cher a affirmé qu'il serait, lors de la manifestation du 17 novembre contre la hausse du prix du diesel décidée par le gouvernement, «aux côtés des Français qui, dans leur écrasante majorité, sont en colère de voir un gouvernement sourd». Mais il s'est cependant prononcé contre un blocage des routes, jugé «contre-productif». «Qu'il y ait une fiscalité sur les carburants, cela me semble juste et d'ailleurs l'ensemble des Français la paient. Mais pourquoi nous, les habitants

de la France des provinces, 13 millions de Français, nous aurions la double peine?», a demandé le numéro 3 des Républicains. Guillaume Peltier a plaidé pour une «écologie punitive à l'endroit des multinationales», notamment via «une taxe exceptionnelle sur les sociétés d'autoroutes» qui ont «cumulé 10 milliards d'euros



de chiffre d'affaires l'année dernière». Le député de l'Ain Damien Abad a précisé sur RTL que le chèque carburant serait financé par cette taxe, «mais également sur le modèle du ticket restaurant: une part employeur et une part employé». Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, ancien LR, est opposé à la création d'un tel «chèque carburant», qualifiant la proposition de «solution à court terme qui contribuerait au réchauffement climatique».

Le chiffre

1€ Des députés LREM veulent taxer d'un euro les livraisons à domicile de colis commandés sur internet pour aider les commerces de proximité, reprenant une proposition de l'Association des maires de France (AMF). Des amendements en ce sens au projet de budget 2019 ont été cosignés par une vingtaine d'élus du groupe majoritaire. Ils seront examinés en commission la semaine prochaine et dans l'hémicycle la semaine suivante. Les livraisons dans les points relais ou bureaux de Poste ne sont pas concernés.

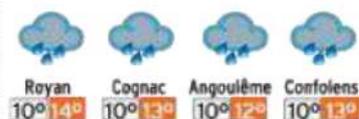
Cet après-midi



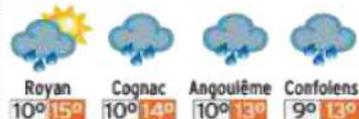
Chargé et doux.

Temps en général assez chargé, mais doux, et de petites pluies éparées finissent par se produire par moments en fin d'après-midi et soirée, sur les Charentes. Vent faible à dominante Sud-Est à Sud, à modéré sur le littoral, avec des rafales jusqu'à 40 km/h en fin d'après-midi.

Mardi



Mercredi



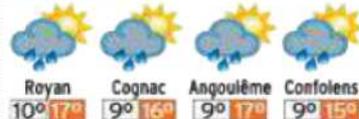
Judi



Vendredi



Samedi



Dimanche



Emplois fictifs : trois p artis dans le viseur

PARLEMENT EUROPÉEN Alors que la campagne pour les européennes se profile, trois partis font toujours face au soupçon d'avoir arrondi leurs fins de mois sur le dos de Bruxelles

YANN SAINT-SERNIN
y.saint-sernin@sudouest.fr

L'Europe a-t-elle été trop bonne fille avec les partis français ? Trois formations françaises sont dans le viseur du Parlement européen et de la justice. Elles sont soupçonnées d'avoir arrondi leurs fins de mois en profitant des assistants parlementaires de leurs eurodéputés, salariés grâce à des fonds publics européens, mais dont les véritables employeurs étaient peut-être les partis eux-mêmes. Ou comment, selon l'hypothèse émise par le Parlement et (fortement) réfutée par les mis en cause, certains partis auraient fait payer le salaire de leurs cadres à Bruxelles en les inscrivant comme assistants parlementaires.

Les trois partis visés, Le Rassemblement national (à l'époque Front national), la France insoumise (à travers son leader Jean-Luc Mélenchon) et le Modem n'ont pas beaucoup de points communs, hormis, pour les deux premiers, une propension à crier au « complot politique ». Sauf à considérer que sur les périodes visées, aucun d'entre eux ne pouvait compter sur le mécanisme de financement de la vie politique française pour renflouer rapidement leurs caisses. Pour chacun d'entre eux, la justice devra dire si cette situation les a conduits à piocher discrètement dans les moyens du parlement européen.

1 Marine le Pen : soupçon de détournement de fonds

À ce stade, c'est l'enquête la plus avancée. Les services du Parlement enquêtent depuis 2015 sur de possibles dérives après avoir constaté qu'une vingtaine d'assistants de députés FN apparaissaient également dans l'organigramme du parti.

Ouverte en décembre 2016, l'information judiciaire a déjà donné lieu à une quinzaine de mises en examen. Dont Bruno Golnisch, Jean-Marie le Pen ou encore Louis Alliot. Marine le Pen a été, pour sa part, mise en examen pour « détournement de fonds publics » le 12 octobre dernier, ce dont elle se défend. Parmi les assistants de députés FN se trouvaient notamment la cheffe de cabinet de Marine le Pen, mais aussi son garde du corps... Le Parlement européen estime son préjudice à près de 7 millions d'euros. La justice a déjà saisi 1 million d'euros sur l'avance que le parti d'extrême droite devait percevoir début juillet sur son aide publique (4,5 millions d'euros par an). « Nous sommes totalement innocents »,

martèle le Rassemblement national.

Parallèlement à la procédure judiciaire menée en France, le Parlement a déjà sollicité le remboursement d'une partie des sommes versées pour salarier les assistants de plusieurs eurodéputés.

2 Le Modem fauché par l'affaire

François Bayrou y aura laissé son éphémère poste de garde des Sceaux chargé de porter la loi de moralisation de la vie publique. À peine nommé, alors que le Modem effectue son grand retour sur la scène nationale, surgit l'affaire. Car dans un courrier transmis au procureur François Molins en mars 2017, la députée FN Sophie Montel dresse une liste de députés qu'elle considère suspects

(alors qu'elle est elle-même mise en cause). Parmi eux figure notamment Marielle de Sarnez, bras droit de François Bayrou. Quelques semaines plus tard, d'autres témoignages viennent renforcer les soupçons sur le parti centriste. Le parquet ouvre alors une enquête pour « abus de confiance » visant spécifiquement le Modem. Le siège du parti a été perquisitionné en octobre 2017.

Le Modem assure coopérer avec la justice. S'il admet avoir « recasé » des salariés à Bruxelles, il assure l'avoir fait « en toute légalité ».

Le 12 octobre, Marine le Pen est mise en examen pour « détournement de fonds publics »

3 Questions sur les assistants de Mélenchon

En octobre dernier, le parquet de Paris a diligenté une vague de perquisitions mouvementées dans la galaxie de Jean-Luc Mélenchon. La même semaine, le leader de la France insoumise a été interrogé par les policiers. Dès novembre 2017, suite encore une fois au signalement de Sophie Montel, le Parlement européen avait demandé des explications sur les activités de sept collaborateurs de Jean-Luc Mélenchon entre 2014 et 2017. Un rien courroucé, l'élu a rétorqué que si certains de ses assistants « ont envisagé, à l'occasion de l'élection présidentielle, d'exercer une activité politique distincte de [son] mandat ou pouvant empiéter sur leur temps de travail », il avait « pris des dispositions », « en relation étroite avec les services du parlement ». Il est probable que cette ligne n'ait pas varié devant les policiers.



Dans le viseur du Parlement européen : le Rassemblement national, la France insoumise (à travers Jean-Luc



Les coulisses de la contre-attaq

SOPHIE MONTEL À l'origine des soupçons d'emplois fictifs des attachés parlementaires, l'ex eurodéputée frontiste raconte

Fin de l'hiver 2016. La campagne présidentielle bat son plein. François Fillon commence à s'empêtrer dans l'affaire de l'emploi présumé fictif de sa femme. Question « emplois fictifs », un autre parti fait, lui aussi, l'objet de lourds soupçons. « Il était prévisible qu'on allait reprendre une dose sur l'histoire des assistants parlementaires », se souvient Sophie Montel, questionnée par « Sud Ouest ».

Cette députée européenne élue sous la bannière du FN et aujourd'hui brouillée avec le parti de Marine le Pen, est à l'origine du signalement qui a projeté le Modem et Jean-Luc Mélenchon dans la tourmente judiciaire.

« Un matin, j'allume mon ordinateur, je regarde les fiches des députés au Parlement européen. En premier,

je regarde Michèle Alliot-Marie (LR) parce que c'est classé par ordre alphabétique. J'avois qu'elle a un assistant, que c'est son neveu, qu'il apparaît dans l'organigramme de la campagne des primaires, qu'il est son directeur de campagne. Je regarde Nadine Morano (LR) : son assistante, c'est sa nièce. Je me dis qu'on n'est pas forcément dans l'illégalité, mais qu'il y a des choses à gratter... »

Au bout de quelques jours, la députée affirme avoir établi une liste d'une trentaine de noms. « Le Parlement m'a cherché des poux parce que l'assistant que j'avais, figurait sur l'organigramme du Front national. Il y avait plein de gens qui cochaient cette case-là, voire d'autres. Encore une fois, je ne dis pas que c'était illé-



Sophie Montel. PHOTO S. BOZON/AFP

gal, mais si on cherchait pour moi, je considérais qu'il fallait être cohérent et chercher aussi pour les autres.

Au Front national, l'idée ne suscite pas l'enthousiasme. « Marine le Pen n'est pas chaude du tout. Dans son entourage, on lui dit qu'il faut écraser tout ça, que ça va se tasser, que les

ue du Front national

journalistes vont arrêter d'en parler. »
Finalement, Sophie Montel reçoit l'autorisation d'envoyer un courrier au procureur. « Restait à savoir quels noms on mettait. » Et, surprise : « Marine me demande de retirer Jean-Luc Mélenchon. Je ne comprends pas tout de suite, car il est candidat à la présidentielle. Elle me dit : on fera un signalement plus tard, tu ne mets pas Mélenchon. En fait, on comptait sur les voix de la France insoumise au second tour... »

Fin mai, « le Parisien » révèle qu'une enquête vise 19 personnalités dont Marielle de Sarnetz, alors ministre Modem chargée des Affaires européennes. « Laveille, Florian Philippot me dit : "demain matin, attends-toi à ce que tous les journalistes t'appellent". C'est ce qui se produit. Je fais mon job. Mais Philippot me rappelle assez rapidement et me dit : "écoute, Bayrou qui est garde des Sceaux reçoit tous les chefs de parti dans le ca-

dre de la loi sur la moralisation. Il a reçu Marine, lève le pied sur le Modem". Je ne sais pas ce qui s'est dit dans le bureau de Bayrou. Mais en tout cas, sur le coup, je ne ralentis pas du tout. Ce qui la rend complètement furax. »

Ce n'est que le 28 juin que le Front national décide de livrer le nom de Jean-Luc Mélenchon. « À ce moment-là, Mélenchon lui pose des problèmes. C'est le début de la mandature et Mélenchon qui vient d'être élu député apparaît pour ce qu'il est : un beau tribun, capable de faire des envolées et des interventions sans notes. Il lui fait de l'ombre car ils veulent tous les deux incarner l'opposition à Macron. »

Sophie Montel affirme avoir demandé l'autorisation à Marine le Pen d'envoyer le nom de Mélenchon au parquet. « Elle était en séance à l'assemblée nationale. J'ai reçu la réponse en moins de deux minutes : oui. »

Y. S-S.

« Les sujets européens, pour beaucoup, ce n'est pas la priorité »

INTERVIEW Gilles Savary a siégé au parlement européen (1999-2009).

Les affaires en cours sont selon lui révélatrices du peu d'intérêt porté aux sujets européens

« **Sud Ouest** » À quoi sert un assistant parlementaire européen ?

Gilles Savary À beaucoup de choses : gérer les rendez-vous, effectuer des recherches, rédiger des discours et des amendements, suivre et accompagner son député dans le travail législatif, assurer une veille politico-législative permanente... C'est un travail extrêmement lourd. Un député désireux de s'investir ne peut rien faire s'il n'est pas entouré de collaborateurs



Ancien député européen, le socialiste girondin Gilles Savary est aujourd'hui consultant dans le domaine des transports. PHOTO «SO»

compétents. Chaque élu dispose de la même enveloppe. (24 000 euros en 2017 ndlr). Il l'utilise à sa guise mais exclusivement pour rémunérer ses assistants. Soit il opte pour un seul collaborateur très bien payé qui connaît tous les arcanes européens (Bernard Kouchner et Olivier Duhamel avaient fait ce choix). Soit il en recrute plusieurs. En règle générale, c'est plutôt deux. Un technicien et un communicant.

La charge de travail de l'assistant parlementaire dépend donc de l'investissement de son député ?

Elle est très variable. Certains assistants ne voient pas souvent leurs députés. Ils s'ennuient et ne font pas grand-chose, hormis réserver l'hôtel et des billets de train. D'autres ne font que de la com. À Bruxelles, « la fonction tam-tam » c'est très important. Beaucoup d'élus se servent de ce mandat pour exister sur les sujets nationaux, manager leur carrière, affirmer leur position au sein de l'appareil de leur parti. Les sujets européens, pour beaucoup, ce n'est pas la priorité. Le glyphosate ne sera important qu'à l'aune de son écho dans l'opinion française. Nos grands leaders nationaux considèrent que se battre pour modifier ou amender une directive communautaire, ce n'est pas faire de la politique. Ils délèguent volontiers ce travail à des soutiers.

La France a pourtant envoyé à Bruxelles de grands députés européens ?

Jean-Paul Gauzes, Alain Lamassoure et Joseph Daul à droite, Isabelle Thomas et Pervenche Berès au Parti socialiste, José Bové ou Gérard Onesta chez Les Verts mais encore Francis Wurtz au Parti communiste ont marqué le parlement. Mais le système n'incite pas à s'investir dans la mécanique

bruxelloise. Être élu député européen et ne pas se préoccuper de son positionnement politique national, c'est

« Les lois de financement de la vie politique sont ainsi faites que l'argent est toujours allé aux plus riches »

appelé à voter oui par conviction. Laurent Fabius ne me l'a pas pardonné. J'ai été viré de la liste suivante.

C'est désespérant ?

L'Europe est victime de la génétique de ses institutions qui confinent l'élection du parlement européen dans des cadres nationaux. Emmanuel Macron a raison. Il faudrait pouvoir se débarrasser des arrière-pensées nationales et constituer des packs transpartisans qui ignorent les frontières. Actuellement, l'Europe est le seul grand combat qui vaille.

Rien de surprenant donc à ce que les permanents de certains partis politiques français soient des assistants parlementaires européens ?

À défaut de le justifier, on peut le comprendre. Qu'il s'agisse des financements budgétaires ou des contributions ponctionnées sur les indemnités parlementaires, le nombre d'élus détermine les moyens des partis. Les lois de financement de la vie politique sont ainsi faites que l'argent est toujours allé aux plus riches, les gaullistes et les socialistes. Les petits partis sont pris dans une mâchoire terrible. Dans les années 2000, l'Europe a nour-

ri le cœur du réacteur de Front national en étant à la fois une terre d'exil et de reconquête. Ses dirigeants, Jean-Marie Le Pen et Bruno Gollnisch, s'en servaient comme d'une tribune. Je ne suis pas étonné qu'ils aient pu transformer des assistants financés par le Parlement européen en apparatchiks du siège parisien de leur formation.

ri le cœur du réacteur de Front national en étant à la fois une terre d'exil et de reconquête. Ses dirigeants, Jean-Marie Le Pen et Bruno Gollnisch, s'en servaient comme d'une tribune. Je ne suis pas étonné qu'ils aient pu transformer des assistants financés par le Parlement européen en apparatchiks du siège parisien de leur formation.

Quid du Front de gauche de Jean-Luc Mélenchon et du Modem de François Bayrou ?

Jean-Luc Mélenchon est une figure classique de la politique au sein ou autour du PS. Il est familier de toutes les vieilles ficelles. Il positionne son parti au sein des institutions européennes non par amour de l'Europe mais dans l'optique d'une conquête du pouvoir dans l'Hexagone. Le Modem, c'était une boutique en grande difficulté sans aucun espace en France avant que la dernière présidentielle ne lui fournisse l'occasion inespérée de faire élire près de 50 députés.

Que tous ces gens qui profitent de l'Europe sans la servir soient mis à l'index, qui peut s'en plaindre ?

On ne peut pas amalgamer le Modem aux eurosceptiques ! Que les Parlements ne souhaitent pas financer les appareils des partis est légitime. Mais il y a une certaine hypocrisie à se placer sur un terrain moral. Entre le militant, l'élu, le parti, le projet et le parlement qui constitue son débouché institutionnel, il y a une espèce de continuum. On leur reproche des emplois fictifs parce qu'utilisés dans leurs partis plutôt qu'au parlement mais pas à leur profit personnel ou à un profit privé. C'est une incrimination légitime mais pas un péché véniel. L'engagement politique, c'est tout le temps et partout sans intermittence.

Recueilli par Dominique Richard

CHRONOLOGIE

2015

En mars, Martin Schultz, le président du parlement européen saisit le service anti-fraude de l'Union européenne en constatant que 20 des 25 assistants du Front national apparaissent dans l'organigramme du parti.

2016

En décembre, le parquet de Paris ouvre une information judiciaire, qui donne lieu à une quinzaine de mises en examens au sein du FN

2017

Le 9 juin, une enquête est ouverte pour abus de confiance, et visant spécifiquement le Modem

Le 21 juin, François Bayrou, Marielle de Sarnez et Sylvie Goulard du Modem quittent le gouvernement

En octobre, le siège du parti est perquisitionné

2018

En octobre, des perquisitions sont ordonnées chez Jean-Luc Mélenchon et au siège de la France insoumise

La Nouvelle-Calédonie veut rester française

OUTRE-MER L'archipel a choisi, hier, de demeurer dans le giron français, lors d'un référendum d'autodétermination historique, malgré une importante percée des indépendantistes

Selon les résultats définitifs sur les 284 bureaux de l'archipel français, colonisé en 1853, le non à l'indépendance l'a emporté avec 56,4 % des voix contre 43,6 % pour le oui. La participation a été massive, avec 80,63 % de votants. Quelques incidents ont été signalés en fin de soirée, mais le scrutin s'est dans l'ensemble déroulé dans le calme.

Dans une allocution télévisée depuis l'Élysée, Emmanuel Macron a exprimé son « immense fierté que nous ayons passé ensemble cette étape historique » et que « la majorité des Calédoniens ait choisi la France ». Le chef de l'État a ajouté qu'il n'y avait désormais « pas d'autre chemin que celui du dialogue ». Le Premier ministre Édouard Philippe est arrivé sur place hier soir, pour « rencontrer l'ensemble des forces politiques » et « discuter » de l'avenir de ce territoire stratégique.

Indépendantistes renforcés

Le résultat du référendum a incontestablement conforté les indépendantistes, alors que les sondages tablaient tous sur une large victoire du non, dans une fourchette de 63 à 75 %. Fort de leur score, les partisans d'une rupture avec la métropole ont aussitôt réaffirmé leur volonté d'aller jusqu'au bout de l'accord de Nouméa (1998) et de demander l'organisation de deux autres référendums dans les quatre ans à venir, comme prévu.

Pour Louis Mapou, chef du groupe UNIFLNKS au Congrès, « les indépendantistes sont encore plus



La participation au scrutin a été massive avec plus de 80 % de votants. PHOTO THÉO ROUËY/AFP

motivés qu'avant pour demander le deuxième et troisième référendum. Dès demain, on va préparer la mariée pour qu'elle soit encore plus belle en 2020 », a-t-il déclaré.

De fait, l'ambiance était plus festive, hier soir, chez les perdants que les vainqueurs. « Ce sont ceux qui ont perdu qui font la fête », a constaté Philippe Gomès, leader du principal parti non indépendantiste, Calédonie Ensemble (droite modérée).

Travail de réconciliation

Le référendum d'hier était destiné à poursuivre le travail de réconciliation, entamé avec les accords de Matignon de 1988, entre les Kanaks, peuple autochtone du territoire, et

PREMIÈRES RÉACTIONS

GÉRARD LARCHER, PRÉSIDENT DU SÉNAT « Je ne peux m'empêcher d'avoir une pensée pour ces hommes de paix que furent Jean-Marie Tjibaou, Jacques Lafleur et Michel Rocard. »

MANUEL VALLS, ANCIEN PREMIER MINISTRE « Je suis fier d'avoir participé à la réussite de ce processus. »

CHRISTIAN JACOB, PATRON DES DÉ-

PUTÉS LR « Maintenant ce qui compte c'est l'économie calédonienne, elle a besoin de stabilité et il ne faut pas la perturber avec de nouveaux référendums. »

MARINE LE PEN, PRÉSIDENTE DU RN « Ce formidable attachement des Calédoniens à la France doit se traduire très vite par la proposition d'un nouveau texte qui l'ancrera définitivement à la France. »

les Caldoches, population d'origine européenne. Ces accords avaient été signés après les violences des années

1980, qui avaient culminé avec la prise d'otages et l'assaut de la grotte d'Ouvéa en mai 1988 (25 morts).

Fier de distiller au bois

ANGEAC-CHAMPAGNE Bertrand de Witasse a rallumé ses deux alambics. L'un est chauffé au bois, une singularité à l'image du parcours de son couple

PHILIPPE MÉNARD
p.menard@sudouest.fr

« Quand il allume ses alambics, il est comme un gamin. On ne peut pas faire ce métier si on n'est pas passionné. » Sabine de Witasse parle avec tendresse de son « homme », Bertrand. Pendant de longues semaines, il va pourtant lui faire de longues infidélités, veillant sept jours sur sept sur ses chaudières.

« Il conduit la chaudière comme une vieille voiture. Il faut lui donner un peu de bois toutes les 45 minutes »

« Cette année, les vins ont un degré un peu dégré un peu fort par rapport aux standards de l'ugni blanc. Il faut adapter les paramètres, ne pas se cantonner aux chiffres, et vraiment être là pour faire les bonnes coupes », note Sabine de Witasse. Pas un problème pour Bertrand de Witasse. Il entretient une rareté dans la région : un alambic de 1925 alimenté au bois. « Il le conduit comme une vieille voiture. C'est contraignant, parce qu'il faut lui donner un peu de bois toutes les 45 minutes. »

Marre de la vie parisienne

Cela donne-t-il des eaux-de-vie différentes de leur deuxième chaudière de 20 hectolitres, qui tourne au gaz ? « Oui, les courbes montent et descendent plus doucement. La nuance tient peut-être aussi de la conte-

nance, 10 hectolitres. Et puis il y a une fierté à continuer à la conduire comme ça. »

Le couple dénote dans le paysage charentais. Sortis d'une école de commerce, ils ont démarré une carrière de cadre supérieur, elle chez Microsoft, lui chez Philips, avant de tout laisser tomber à la veille de la trentaine. « À Paris, c'était une vie de dingue. On n'est pas des "killers", on n'avait pas envie de marcher sur la tête des copains pour réussir. »

L'oncle de Bertrand, Yves Renaud, a pris son neveu « pour un cinglé » quand ce dernier lui a proposé de reprendre l'exploitation, à Angeac-Champagne. Il n'y était guère venu que pour les vacances. C'était en 1994, en plein creux de la vague pour l'économie du cognac. « Bertrand pensait faire le tour en trois ans, il lui a fallu au moins quinze ans. Dans le village, on l'appelait "le Parisien". Mais aujourd'hui, son boulot est reconnu. » « Avant, je bossais pour être payé. Maintenant, je suis payé parce que je bosse », résume le viticulteur.

Une gamme maison

Il connaît chaque caillou de ses 20 hectares de vignes du cru Grande Champagne. « Plus on a d'expérience, plus on devient humble. Tout part du ciel et vient du sol. » Il n'aime rien tant que sillonner ses vignes en compagnie de son chien, de la musique dans les oreilles. Des affiches des Clash et des Ramones tranchent sur les murs de la vieille distillerie. Bertrand de Witasse officie à la guitare basse dans un groupe de copains,



Sabine et Bertrand de Witasse dans leur distillerie, où trône une chaudière au bois de 1925.

PHOTO LOIC DEQUER

Alambic Brothers. C'est avec la même liberté que le couple a imaginé une gamme en vente directe, à toute petite échelle, le gros de la production étant livré au négoce. Son nom : « Raison personnelle », sonne comme un aboutissement de leur parcours.

« On a mis la première barrique de côté en 1996. On ne le fait pas tous les ans. Les quantités se résument à quelques centaines de flacons par assemblage, vendus une soixantaine d'euros. » On connaît le prénom de chacun de nos clients. Ces cognacs, c'est nos bébés. »

Dompter le volume et le degré

Les bouilleurs de cru, viticulteurs qui distillent leur propre production, viennent de relancer leurs chaudières. La campagne est déjà bien entamée chez les bouilleurs de profession, qui gèrent le gros des volumes. « La majorité a démarré il y a dix, quinze jours, certains encore plus tôt », indique Amaury Thomas, président du syndicat des bouilleurs de profession. Très disparate, la récolte atteint une abondance record dans certaines exploitations. La chaleur qui s'est longuement maintenue en octobre ne favorisait pas la distillation, mais il ne faut pas perdre de temps pour rester dans les clous de la période de distillation, jusqu'au 31 mars. La filière doit aussi dompter de forts degrés d'alcool, favorisé par la sécheresse et la maigre récolte dans les parcelles touchées par la grêle. Une dérogation a été demandée pour autoriser la distillation jusqu'à 12,7 degrés, au lieu de 12 degrés maximum selon la réglementation.

Les motards en colère ne désarment pas

ANGOULÊME Après avoir bloqué la N 10, les motards ont été reçus en préfecture

Casques en main, ils ont remonté la rue piétonne du Plateau d'Angoulême, samedi en début d'après-midi. Avec un slogan : « Répression ça suffit, prévention on dit oui ! » Un leitmotiv scandé après avoir garé leurs deux-roues place du Champ-de-Mars.

À pied, ils ont donc déambulé vers la préfecture de la Charente. « On n'est pas que des pollueurs », souriait Didier Bourdeau, membre du bureau de l'antenne charentaise de la Fédération française des motards en colère (FFMC 16).

Reçus par un collaborateur de la Préfète, ils ont exprimé leurs revendications et leurs ressentis. Il a évidemment été question de l'abaissement de la vitesse à 80 km/h depuis le 1^{er} juillet, « des 12 millions de recettes supplémentaires pour l'État », dixit Didier Bourdeau. Avec un souhait pour la FFMC 16, que cette somme soit investie dans l'aménagement des routes en mau-

vais état. Ils ont également demandé à connaître les chiffres de l'accidentologie en Charente depuis le passage à 80 km/h.

« En Charente-Maritime, ces chiffres sont disponibles sur le site Internet alors pourquoi pas en Charente ? », questionne le président de la FFMC 16 Aymeric Jobit. Les motards ont également sollicité une audience avec la préfète Marie Lajus dans les semaines à venir.

« On aura fait ce qu'il fallait ! »

Avant cela, le cortège composé d'environ 300 motos et voitures était parti du parc de Frégeneuil, vers 11 heures.

Premier arrêt : sur la Nationale 10 où la circulation a été coupée dans le sens Bordeaux-Paris. Là, munis de sacs-poubelle les manifestants ont bâché les deux radars qui flashent les usagers de la route dans les deux sens de circulation. Ils ont aussi sorti leurs bombes de peintures afin



Sur la Nationale 10, en fin de matinée, les motards ont bâché les deux radars de vitesse. PHOTO LOÏC DEQUIER

de taguer la route avec leurs logos et slogans.

Puis, motards et automobilistes ont pris la direction de Champniers et de la zone des Montagnes. Avant de filer sur la D 1000 pour rejoindre Soyaux. Là, un barrage a été mis en place pour un pique-nique. Puis ce fut l'heure de rejoindre Angoulême et sa place du Champ de Mars. « Au moins, on aura fait ce qu'il fal-

lait pour changer les choses ! », confiait Didier Bourdeau.

À noter que la FFMC 16 ne lance pas d'appel officiel pour la manifestation dite « des gilets jaunes » qui aura lieu le 17 novembre en Charente comme partout ailleurs. Mais l'association de motards laisse ses adhérents prendre leurs responsabilités.

Antoine Beneytou

14-18 à hauteur d'enfant

CHARENTE Les Archives départementales organisent le 8 novembre une soirée pour la fin du centenaire de la Grande Guerre. Avec la projection du docu-fiction « Un enfant dans la guerre »

HÉLÈNE RIETSCH
h.rietsch@sudouest.fr

Une voix et un regard d'enfant sur la Grande Guerre. Voilà ce que partagent les Archives départementales de la Charente qui organisent ce mercredi 8 novembre, au cinéma de la Cité, une soirée spéciale pour marquer la fin du centenaire de la Première Guerre mondiale (ci-dessous).

Au cœur de l'événement, le docu-fiction « Un enfant dans la guerre », réalisé par Marc Toumier et scénarisé par Éric Wantiez. Le film, nourri par des témoignages de cahiers d'instituteurs (ci-contre), débute en août 1914, en pleine moisson.

Un petit garçon de 10 ans, héros fictif, raconte le départ de son père paysan, fusil Lebel sur le dos. Cartes postales, dessins de Geoffroy Grimal, photos d'époque, documents d'archives, champs dorés par les moissons, habillage sonore approprié... Les artisans de ce docu-fiction ont réussi à donner de la chair au récit qui balaie la mobilisation, le travail dans les champs sans les hommes, la place des enfants, des vieux, des femmes, les premières batailles, l'école « outil de guerre », l'arrivée des réfugiés en Charente, les premières permissions jusqu'à la mort du père et l'armistice.

13 000 Charentais tués

En 1914, la Charente ne fait pas exception. Elle s'engage dans la guerre, avec l'idée qu'elle sera achevée à Noël. Les journaux le disent, ici comme ailleurs, « les balles allemandes ne tuent pas... ». Sauf que les premiers combats s'avèrent meurtriers, en particulier la bataille de Moislans où le 107^e régiment d'Angoulême et surtout le 307^e Régiment d'infanterie ont été décimés. « On n'avait jamais observé une telle hécatombe en Charente.

Fin août 1914, 2 500 Charentais ont déjà été tués », explique Stéphane Calvet, historien angoumois, professeur au lycée Guez-de-Balzac et enseignant à l'Université de Poitiers, dont les interventions régulières ponctuent à bon escient le documentaire.

Les Charentais écrivent des milliers de lettres, seul lien avec les familles. Cinq mille réfugiés arrivent à l'automne 1914, dont beaucoup de Flamands. Une école spécifique ouvre même en 1916 pour les accueillir.



Stéphane Calvet, historien, et Éric Wantiez, scénariste, au centre, ont participé à l'élaboration du docu-fiction qui sera projeté ce 8 novembre, puis dans les écoles de Charente. PHOTOS LOIC DEQUIER

Précieux carnets d'instituteurs

Une mine extraordinaire de renseignements pétris d'humanité. Pour ce film, les Archives départementales de la Charente ont puisé une nouvelle fois dans les 377 cahiers d'instituteurs, conservés, numérisés et consultables en ligne (sur son site). « La Charente est le département français qui en a conservé le plus. Depuis quatre ans déjà, ils nourrissent également des conférences », précise Marion Bernard, directrice des archives charentaises. Il y a un siècle, remplir ces carnets était un exercice obligatoire, imposé par Albert Sarraut, ministre de l'Instruction publique. Les enseignants devaient « tenir note de tous les événements auxquels ils assistaient : mobilisation, réquisitions, administrations de la commune, ordre public, vie économique, réfugiés... ». « Selon les communes, c'est plus ou moins riche en contenu. Cellefrouin est particulièrement détaillé. C'est toujours bien écrit et cela nous montre le visage d'une France très rurale où 72 % des métiers



377 carnets sont consultables en ligne

étaient liés à l'agriculture », explique Stéphane Calvet, historien. Les carnets fournissent de détails de la vie quotidienne, descriptions de la mobilisation et des réquisitions, notamment celle des animaux « vécue comme un déchirement dans les campagnes ». « On y ressent particulièrement le clivage ville-campagne (les sous-officiers étaient plutôt citadins, les paysans dans les tranchées) », ajoute l'historien.

Il est notamment question du travail des femmes à la Fonderie de Ruelle (500) ou à la Poudrerie (4 000) au titre de l'effort de guerre, toutes licenciées à la fin de la guerre pour laisser la place aux hommes, enfin ceux qui restent.

À la fin du conflit, ils sont 13 000 Charentais, tombés pour la France, majoritairement des agriculteurs et des instituteurs.

HOMMAGE À LA CITÉ

À L'APPROCHE DE LA COMMÉMORATION DE L'ARMISTICE

La soirée de ce mercredi 8 novembre, au cinéma de la Cité d'Angoulême, débutera donc à 18 heures par « 1918, l'étrange victoire », une conférence donnée par Jean-Yves Le Naour, spécialiste de la Grande

Guerre, sur les coulisses du Traité de Versailles.

La projection du docu-fiction aura lieu, lui, à 19 heures. Elle sera suivie à 19 h 45 d'un débat animé par Marc Toumier, réalisateur, Jean-Yves Le Naour, et Éric Wantiez sous la modération de Stéphane Calvet.

Appauvri mais crucial, le secteur social en chantier



LE PIÉTON

SOCIÉTÉ La mairie et ses partenaires réfléchissent à des réorganisations pour faire face aux défis avec moins d'argent

PHILIPPE MÉNARD
p.menard@sudouest.fr



Président de l'Aserc, Patrick Richard a conscience qu'il faut faire des efforts budgétaires. PHOTO P.H.M.

1 Apprendre à faire avec des ressources en baisse
« Que ce soit les associations ou la commune, on a la même difficulté, on va vers la raréfaction des financements », constate Marianne Reynaud-Jeandidier. L'adjointe aux affaires sociales doit ainsi retrancher 30 000 à 45 000 euros du budget du Centre communal d'action sociale en 2019, après avoir déjà dû économiser 30 000 euros cette année. « Tout le monde tire le diable par la queue », admet Patrick Richard. Pour le président de l'Association socio-éducative de la région de Cognac, « il faut faire avec ». L'Aserc s'implique pleinement dans la concertation en cours avec la Ville et la CAE. « Soit on attend de voir ce qui se passe, et on va se retrouver dans une situation dramatique. Soit on essaie d'être innovant, de travailler ensemble », enjoint Marianne Reynaud-Jeandidier.

2 Précarité, radicalisation, de lourds défis à affronter
Au moment où les moyens baissent, des phénomènes inquiétants montent en puissance, « comme on n'en avait jamais vus à Cognac », observe l'élue. La ville reste moins exposée qu'Angoulême ou Soyaux, mais l'adjointe, tout comme le maire Michel Gourinchas, n'hésitent plus à parler de « communautarisme » et de « montée de la radicalisation ». Il y a aussi « ces enfants jeunes, voire très jeunes, qui traînent, fument », parfois participent au trafic de can-

nabis. « On voit arriver la première génération d'enfants qui n'a vu aucun de ses parents travailler », note Marianne Reynaud-Jeandidier, qui mentionne des cas de « déscolarisation ».
Autre signe de précarisation, des grossesses précoces, à 16, 17 ans. « Ce n'est pas qu'on ne fait rien, mais nous ne sommes pas armés pour répondre seuls », pointe l'adjointe. Une « cellule de veille » intégrant l'Éducation nationale, la police, la sous-préfecture et Logelia a été mise en place pour le quartier de Croûin.

3 Des choix à assumer et des mutualisations à imaginer
« On ne peut plus se permettre de financer les choses si on n'a pas d'argent », considère Patrick Richard. En attendant d'y voir plus clair, l'Aserc a suspendu plusieurs activités (lire ci-dessous). Pour Marianne Reynaud-Jeandidier, il faut faire des choix. Ses priorités : « Quelles sont nos missions régaliennes ? Quelles

sont les attentes des gens ? » Elle prône aussi plus de « complémentarité » entre les acteurs, « en premier lieu le Département ».
Michel Gourinchas a relancé l'idée de fusionner l'Aserc et le centre social des Quatre Routes. D'accord pour une « coopération renforcée », avance Alain Daems, le directeur des Quatre Routes, qui juge une fusion prématurée. L'association garde sa pertinence pour gérer des problématiques propres aux gens du voyage : espérance de vie inférieure de 15 ans (!) à la moyenne nationale, scolarisation aléatoire à partir du collège... Et elle intervient sur l'Ouest Charente, quand l'Aserc se concentre sur Cognac.
Dans l'immédiat, l'Aserc conserve un agrément pour chacun de ses trois centres sociaux. La municipalité réfléchit à la façon de jouer son rôle et d'impliquer Info 16. « On a comme objectif, d'ici la fin du contrat de projet, dans quatre ans, de

travailler sur le centre-ville », insiste Michel Gourinchas.
4 Grand-Cognac dans le jeu sur la pointe des pieds
« Pour l'instant, Grand-Cognac brille par son absence », lâche Patrick Richard. L'Agglo touche au social via des dossiers éparpillés entre ses compétences : politique de la ville, logement social, insertion économique, démographie médicale, bien-être des centres de loisirs... Marianne Reynaud-Jeandidier plaide pour une approche plus globale. À titre personnel, elle pousse pour un centre intercommunal d'action sociale. « Il y a une inégalité de traitement au sein du territoire. Dans les campagnes, des familles rencontrent les mêmes difficultés, mais elles sont moins visibles. » Grand-Cognac est tout neuf. On avance progressivement », répond le président de l'Agglo, Jérôme Sourisseau. Une majorité de maires semble vouloir garder la main sur ce créneau.

A vu passer le mot d'excuse de l'Association des commerçants. Elle voulait sonoriser plus régulièrement le centre-ville. Mais un dysfonctionnement de l'installation a laissé la musique s'arrêter un jour de mercredi et vendredi. Pas forcément du goût des riverains... L'association a présenté ses excuses en assurant qu'elle veillerait à ce que cela ne se reproduise pas.

AGENDA

AUJOURD'HUI
Conférence « L'école et les instituteurs sur deux siècles ».
À 14 h 45, par Dominic Rousseau, chercheur, écrivain, instituteur et professeur des écoles. Auditorium de La Salamandre, rue du 14-Juillet. Tél. 05 45 35 17 33.

Conseil de quartier Saint-Jacques. À 18 h 30, à la Maison quartier, rue d'Angelier.

« Résonances lumineuses ».
De 10 h à 19 h, peintures de Mandarine, aux Récollets, salle du Prieuré. Tél. 06 61 53 36 86.

Expositions. De 10 h à 19 h, la céramiste Marion Clouzeau installe son Parcours de sens, des bols en céramique racontés et illustrés, et les souffleurs de verre Laetitia Andrighetto et Jean-Charles Miot dispersent leurs bouées de verre colorées et translucides, dans le pavillon de la Fondation Martel. Tél. 05 45 35 35 49. Gratuit.

UTILE

« Sud Ouest » rédaction. 9, place François-1^{er}, 16 100 Cognac. Courriel : cognac@sudouest.fr. Tél. 05 45 36 62 80.

« Sud Ouest » publicité. Tél. 05 45 36 62 85.

« Sud Ouest » abonnements. Tél. 05 57 29 09 33. Courriel : serviceclient@sudouest.fr

Police municipale. Tél. 05 45 82 38 48

Encombrants. Tél. 05 45 82 34 01

Voirie. Tél. 05 45 82 43 77

Bibliothèque. 10, rue du Minage. Fermée le lundi et le dimanche. Tél. 05 45 36 19 50.

Fourrière. Société Adas, 93 avenue de Barbezieux, à Châteaubernard. Tél. 05 45 81 16 10.

Musée d'Art et d'Histoire. De 14 h à 18 h, au 48 boulevard Denfert-Rochereau. Tél. 05 45 32 07 25.

« Les gamins sont dans la rue »



La Maison du temps libre. P.H.M.

FERMETURES Faute de moyens, l'Aserc a suspendu la Maison du temps libre à la Chaudronne et le centre de loisirs de Croûin. L'aide aux devoirs trinque aussi

« Avec la fin des contrats aidés, on a perdu 12 équivalents temps plein. Pour avoir des effectifs, il faut de l'argent, et on n'en a plus. » Le président de l'Aserc, Patrick Richard, a dû prendre des solutions radicales. La partie « centre social » de la Maison du temps libre (MTL) est temporairement fermée. Deux des trois salariés étaient en congé maladie, il n'était plus possible de maintenir l'ouverture avec une seule personne. Soit dit en passant, les autres activités

abritées à la MTL continuent de tourner. Le suivi scolaire trinque aussi. « Cela manque. On cherche un système faisant appel aux bénévoles. »

La ville déjà saturée

En septembre, l'Aserc a également dû suspendre le centre de loisirs de Croûin (celui de la Passerelle, lui, fonctionne). « On essaie de trouver d'autres modes d'accompagnement pour les 6-12 ans, en travaillant notamment autour de la parentalité. »

Mais le mercredi après-midi, « les gamins sont dans la rue », déplore Patrick Richard. Les centres de loisirs de la ville, déjà saturés, ne peuvent faire face. « Je porte l'idée que le centre de loisirs de Croûin doit rester à Croûin. Si les enfants doivent prendre le bus, il y a une déperdition », note le maire Michel Gourinchas. La compétence des centres de loisirs passera à l'Agglo en janvier. Grand-Cognac héritera en même temps de ce dossier brûlant.

Le complexe au rebond

SPORT Orphelin du CCBB, le site des Vauzelles compense en offrant plus de place aux autres disciplines. L'Agglo planche sur l'organisation

PHILIPPE MÉNARD

Gérard Faurie a fait le compte. « Avec le départ du CCBB, on a un déficit d'occupation de 500 ou 600 heures », évalue le vice-président de Grand-Cognac en charge des sports. Le complexe omnisports des Vauzelles, à Châteaubernard, est orphelin du Cognac Charente Basketball, dissous cet été en raison d'un déficit abyssal.

« Il faut continuer à faire vivre le complexe », abonde Romuald Cary, adjoint à Cognac et conseiller délégué aux clubs à l'Agglo. Une réorganisation est en cours avec la perspective du départ à la retraite du responsable du complexe, Patrick Winckler. Cyril Gaborit, initialement recruté pour s'occuper des rythmes scolaires, a entamé un « tuilage » à ses côtés. La différence étant qu'il ne se limitera pas au complexe, mais chapeautera l'ensemble des équipements sportifs de Grand-Cognac, excepté le complexe aquatique « X'eau ». « Cela apportera plus de cohérence sur l'ensemble du service des sports », estime Gérard Faurie.

Le handball dans le coup

Jeudi prochain, le Conseil d'agglomération doit valider les conditions d'attribution des subventions aux clubs. Le Grand-Cognac Judo, fusion des clubs du territoire, passera à cette oc-



Gérard Faurie est passé voir le tournoi régional de handball organisé par l'Aljo, présidé par Richard Norlinger, samedi. P.H.M.

casation sous la coupe intercommunale. De même que le Cognac Basket Avenir, qui a succédé au CCBB. Le club espère retrouver la Nationale 3 d'ici deux ou trois ans via une alliance avec Saintes. Aujourd'hui, c'est son poids, environ 200 enfants, qui lui permet de briguer l'échelon communautaire.

Le basket entre deux eaux, les autres disciplines sont conviées à animer les lieux. Déjà hébergé sur place, l'Aljo handball saisit la balle au bond. Samedi, le club accueillait le premier tour du tournoi opposant les sélections des comités départementaux de toute la Nouvelle-Aquitaine. « Cette compétition sert de détection pour les enfants

nés en 2005, ainsi que quelques « talents » de 2006. On l'a organisé l'an dernier, les techniciens régionaux ont demandé à revenir. A Cognac, ils trouvent un bon accueil, une bonne organisation et une bonne situation géographique », expose Richard Norlinger, le président du club.

Tout compris, 250 personnes étaient dans les murs samedi. L'occasion pour l'Aljo de recueillir quelques revenus, « entre 1000 et 1500 euros », mais aussi de rêver plus grand. « On peut imaginer accueillir un match de N1 de Saintes, accueillir un stage de l'équipe de France féminine ou de jeunes », évoque le dirigeant.

CHÂTEAUBERNARD

Alcooliques anonymes. Ils se réunissent tous les mardis sans exception à 19 h, à la maison des associations, 14 rue Pierre-Pinard, à Châteaubernard. Le 4^e mardi du mois les rencontres sont ouvertes à la famille, aux amis, aux professionnels de santé, etc. Tél. 09 69 39 40 20.

Le logement social confronté à de lourds paradoxes

ÉVÈNEMENT Le débat « Sud Ouest Éco » autour du logement social a mis en évidence ses défis

« Construire plus, mieux, avec moins d'argent, c'est le résumé de toute notre histoire. Depuis le début du logement social, nous avons montré que nous étions capables de répondre à tous les enjeux de société. Nous releverons aussi celui qu'on nous impose aujourd'hui, car 90% de la population française est éligible au logement social et 2 millions de personnes sont dans l'attente d'une solution. » C'est ainsi que Sigrid Monnier, directrice générale de Gironde Habitat, a résumé, lors du débat « Sud Ouest Éco » d'octobre dédié au logement social, l'état d'esprit qui règne actuellement chez les bailleurs sociaux : de la détermination patinée d'incertitude.

Durant cette table ronde autour du thème « Le logement social peut-il ré-



Élus et bailleurs réunis autour des enjeux du logement social.

PHOTO GUILLAUME BONNALD/« SO »

pondre aux tensions actuelles du marché de l'immobilier et aux enjeux d'aménagement du territoire ? », les intervenants - Sigrid Monnier, Fran-

cis Stéphane (Domofrance), Bertrand Bourrus (Le COL), Philippe Déjean (Action Logement), Loris de Zorzi (Avanis), Mario Bastone (Logévie), Alexan-

dra Siarri (adjointe au maire de Bordeaux) et Clément Rossignol-Puech (maire de Bègles) - ont montré qu'ils étaient tous confrontés à de lourds paradoxes.

« Loin du choc de l'offre »

Les bailleurs, sommés par l'État d'abandonner 1,5 milliard d'euros de budget par an d'ici 2019, de se regrouper, de compenser la baisse de l'aide au logement, tout en poursuivant leur mission de construction d'habitations accessibles aux plus faibles, sont à nouveau prêts à faire face aux enjeux. « Mais il nous reste encore à inventer le modèle économique qui va nous permettre de le faire », glissaient Philippe Déjean et Francis Stéphane.

« La clé de notre modèle, qu'il s'agisse de location ou d'accession sociale, réside dans le foncier. Nous devons avoir les moyens d'accéder à du foncier abordable pour monter en puissance dans la production de logements. Pour le moment, la produc-

tion s'infléchit, on est loin du choc de l'offre voulu par le gouvernement actuel », rappelaient les bailleurs présents. Un message clairement reçu par Alexandra Siarri et Clément Rossignol-Puech, qui, avec des problématiques différentes, s'accordent eux aussi sur le fait qu'en matière de logement social, les collectivités doivent tenir leurs engagements. Et ce, tout en préservant leur capacité à financer les services publics, à éviter l'étalement urbain, à améliorer les conditions de vie et à veiller sur l'écologie et les enjeux de mixité.

Les innovations sociales, technologiques et financières, déclinées dans les trois ateliers qui suivaient la table ronde, ont rappelé, si besoin était, que la capacité de s'adapter fait définitivement partie de l'ADN des bailleurs sociaux. Il ne faudrait pas, pour autant, que les gouvernements en abusent pour leur demander toujours plus d'idées... et d'euros.

Pascal Rabiller